



Des militants communistes écrivent à LA VERITE

avec le bluff sanglant

(Suite de la première page)

but de nutrimier (comme au 2<sup>e</sup> Régiment de la Légion). L'impérialisme avait-il vraiment l'intention d'un « plan » pour en arriver là ?

LE SAUVEUR AMERICAIN

Justement, il a un autre plan ! C'est celui de l'aide américaine à l'outrance. La revue « U.S. News and World Report » du 12 février révèle que nos gouvernements ont tiré la sonnette d'alarme à Washington et présenté des demandes exorbitantes, en matière de guerre et aussi en hommes. Le gouvernement américain a d'abord demandé des nouvelles de la fameuse « armée vietnamienne » qui devait assurer la relève des troupes françaises. On lui a répondu avec gêne que précisément trente-sept postes tenus par des Vietnamiens dans les provinces « sûres » de l'Indochine venaient d'être livrés au Vietminh.

Alors le Département d'Etat a examiné sans mécontentement dans une note officielle. Et Eisenhower dans une conférence de presse a avoué que, hélas, « le peuple vietnamien ne montrait pas beaucoup de désir de défendre ses libertés ». La vérité est que ce peuple montre au contraire beaucoup d'ardeur à défendre ses libertés (son indépendance sa terre) contre les libertés du général Eisenhower, exprimées en B-26 et en carapasson de napalm.

Car finalement Eisenhower s'est décidé à « libérer » le peuple vietnamien contre sa volonté ! Les colottes de peau américaines, au Pentagone et à Tokyo, ont décidé de ne plus avoir de guerre à mener en Extrême-Orient. De leur côté, certains milieux d'affaires américains voulaient renforcer les crédits à Saigon, menacés par les prochaines négociations « franco-vietnamiennes » ou l'impérialisme français va chercher à imposer un tarif douanier préférentiel. Des ordres ont donc été donnés au général Weyland, commandant-en-chef américain en Extrême-Orient, afin qu'il immédiatement engage en Indochine un premier contingent de troupes B-26 et de personnel américain. Deux-cent cinquante avions américains de renfort baptisés « civils » ont été mis sous les ordres de la mission militaire américaine de Saigon, dont les responsables ont été désignés dans tous les conseils d'état-major.

Les hésitations sont grandes encore dans les milieux capitalistes américains. Notre Parti frère le Socialist Workers Party est le seul à avoir engagé une campagne de lutte contre l'impérialisme prolétarien sous le mot d'ordre : « Pas un cent, pas un carapasson, pas un homme pour la guerre d'Indochine ! »

ILS SONT PLUS FORTS QUE LEURS DOLLARS

L'impérialisme américain, à qui les deux sévères leçons de l'aide à Tchchang-Kai-Shek et de l'aide à Syngmao Rhee n'ont rien appris, engage d'ores et déjà un deuxième contingent de troupes de la « victoire » au Viet-Nam. D'autres, un grand nombre, ont envoyé des soldats américains dans cette opération coloniale, cherchant à les remplacer par des mercenaires pris à Formose, aux Philippines ou en Corée du Sud... Mais la nouvelle manœuvre échouera, comme a échoué le plan Navarre. Elle échouera parce que dans une guerre de ce genre, comme l'a si bien dit Eisenhower, « c'est le cœur et l'âme d'un peuple qui comptent avant tout ». Or le peuple vietnamien, de tout son cœur et de toute son âme, sympathise avec ceux qui luttent, et vomit les États-Unis. L'impérialisme qui veut traîner de sang.

Les colons, fonctionnaires, officiers français avec leurs marionnettes vietnamiennes ont été dans une semaine un joli coup de bourse en lançant le bruit, ensuite démenti, d'une dévaluation de la piastre. Mais pendant ce temps, le peuple vietnamien, occupés plus sous le poids des impôts, voit les prix alimentaires doubler en un an, et compte à Hanoi 50 % de chômage. Ce peuple veut enfin pouvoir vivre libre et travailler. Et, si la salit qu'il soit de la guerre, il y jette toutes ses forces plutôt que de plier le genou devant l'ennemi colonialiste.

DERNIER ESPOIR : LA TRAHISON

L'impérialisme français n'a aucune illusion : il sait qu'à la table des négociations le mouvement national vietnamien ne peut pas transiger sur la revendication de l'indépendance, et que sur le champ de bataille il est invincible. Il aimerait donc que quelqu'un d'autre se charge de le poignarder dans le dos : Malenkov en l'occurrence. Tel est le geste de bonne volonté que le peuple vietnamien a Molotov à la Conférence de Berlin. Pas peur du maître américain, il n'offrirait d'ailleurs aucun avantage diplomatique en coopération.

Pourtant on parle avec une insistance croissante d'une conférence « à quatre et demi », à Genève le 15 avril, où la Chine serait invitée à occuper un strapontin. La revue soviétique « Temps Nouveaux » se fait encourageante, disant que le peuple vietnamien « fournira l'occasion » de rétablir la paix en Indochine. Ne préjugeons pas de la position que prendrait l'URSS, et à plus forte raison l'Allemagne, dans une telle conférence. Mais le fait est que l'impérialisme français se sert aujourd'hui de cette perspective vague pour calmer les impatiences, et pour continuer la sale guerre.

Pour conséquent, si les travailleurs français comptent sur Bidault, lequel en remet à Malenkov, ou sur ceux de gauche Mao-Tsé-Tung, ils n'ont pas fini de payer leur impôt de sauer et de sang à la sale guerre du Viet-Nam. La solution est entre leurs mains et pas en d'autres ; c'est à eux d'imposer, maintenant, l'ouverture de négociations

tions directes avec le gouvernement Ho-Chi-Minh, le seul qui reconnaisse le peuple vietnamien et qui doive être reconnu internationalement. Dans ces négociations pourra être obtenu le droit pour le corps expéditionnaire de renégocier avec armes et bagages, avec ses alliés américains et ses créatures hadoctistes. Ce sera déjà un beau résultat !

ASSEZ D'ATTENTISME

La voie est celle de l'union et aussi de l'action. « L'Humanité » écrit à juste raison, dans son éditorial du 9 février : « Pour imposer des négociations de paix en Indochine, il faut que notre peuple exprime avec clarté sa volonté. Dans ce domaine, comme dans tous les autres, l'unité d'action des travailleurs en se renforçant peut jouer un rôle décisif. »

Mais l'unité d'action ni la manifestation éclatante de la volonté populaire ne peuvent se limiter à des dépôts de vœux et de résolutions dans des réunions officielles. Lutte pour la paix au Viet-Nam exige d'autres méthodes, les mêmes justement que la lutte pour les salaires.

Mais à Paris, nous qui ait mené campagne dès le premier jour contre la sale guerre, subissant pour ce fait la répression, est satisfait de constater qu'un accord se réalise aujourd'hui entre les organisations ouvrières comme dans les plus larges masses populaires sur le mot d'ordre de NEGOCIATIONS DIRECTES IMMEDIATEMENTES AVEC HO-CHI-MINH. Il reste à mettre en oeuvre cette gigantesque puissance. Seul un Comité National français est en mesure de rassembler les forces organisées de la classe ouvrière pour faire céder les agents impérialistes impuissants mais obstinés qui siègent au Parlement et au gouvernement.

Demain Pleven, de retour à Paris, prodiguera les pronostics optimistes ; il invitera deux fonctionnaires, trois officiers et essaiera de faire passer ainsi la pitule de la sale guerre, la guerre de sept ans et plus, qui continue en France, et dont Eisenhower, nous promet la continuation de « l'aide » américaine au Vietnam en 1954... et en 1955 ! Eh bien, les travailleurs français ont assez de pronostics de Pleven et des offres de Stassen, et de tous les bluffeurs sanglants qui s'empressent les poches au poing de la guerre en Indochine. Ils imposeront à leurs dirigeants syndicaux et politiques de prendre les quelques mesures simples et aisément réalisables qui permettront de faire entendre raison à ces Messieurs dans les délais les plus brefs !

FÉVRIER 34 MIS A UNEW-LOOK

COMMÉMORER février 34 aurait pu et dû être cette année une tâche d'une importance exceptionnelle. Au sein d'un grand nombre d'ouvriers du 53<sup>e</sup> problème de l'unité d'action des partis et syndicats ouvriers se posait à nouveau comme une question d'actualité, cette commémoration pouvait en effet être une excellente occasion pour contribuer au Front unique ouvrier.

Notre Parti, le Parti Socialiste et le GGT-FO ont organisé une petite réunion à eux à la Mutualité. Et de son côté un Comité composé de « personnalités » radicales, de « progressistes », de la GGT et du PCR, s'organisa un meeting au Vel d'Hiv, après avoir renoncé à une manifestation organisée par les « publics » et les autres « oubliés » le véritable caractère de février 34 et les besoins actuels du mouvement ouvrier.

Notre Parti avait décidé de répondre à l'appel du « Comité d'organisation de la manifestation du 14 février » et se fit représenter à ses réunions par ses militants. Quelques extraits instructifs du compte rendu de la réunion du 7 février donné par le délégué du GGT, Maître Blum, au barreau de Paris, présida, Tolle, de l'UD-CGT de la Seine, relate les démarches faites en vue d'obtenir la convocation d'une manifestation commémorative le dimanche 14 février. Celle-ci refusée par un représentant du parti de police, la délégation du Comité d'organisation demanda un audience à Laniel. La délégation a alors décidé un meeting au Vel d'Hiv « Malenkov, dit Tolle, il faut surtout s'attacher à la préparation du meeting, laisser de côté le caractère de protestation pour en faire le meeting de commémoration de février 34 ».

Stéphane Just intervint au nom du Parti Communiste Internationaliste. Il rappelle le véritable caractère des journées de février 34 et donne l'adhésion du PCI au Comité d'organisation, en répit de profonde désapprobation avec appel lancé par lui, en particulier sur les points suivants :

- Les revendications ouvrières sont oubliées et l'on souhaite simplement « une politique sociale et de plein emploi » ;
- Les droits des peuples coloniaux y sont très peu mentionnés ;
- L'appel se fait le défenseur, non des libertés démocratiques conquises par les travailleurs, mais de la « Constitution » et de la « République » ;
- L'Union Française y est mentionnée et la lutte pour la paix est laissée au soin des Conférences à Quatre ou à Cinq ;
- Le Comité d'organisation est présentée comme de la manifestation ni de protestation comme contre son interdiction n'a été adressée au Parti Socialiste ni à la direction du GGT, contrairement à l'épître même du 12 février 1934.

Et, contrairement à la tradition du 9 février qui rendit possible la large union du 12, on se contente de prestations platoniques contre les interdits anti-démocratiques de la préfecture, laissant la voie libre à de nouvelles mesures contre les manifestations... ou contre les meetings.

Sur ce point, M Blum s'empresse de rassurer « notre camarade » : « ST NOUS

Avec « L'Affaire du Nord », nous avons ouvert dans notre avant-dernier numéro une nouvelle rubrique : **DES MILITANTS ECRIVENT A LA VERITE**. Nous rappelons que les lettres et articles publiés engageant pas la ligne de notre Parti. Mais « La VERITE » espère, grâce à cette rubrique, non seulement contribuer à la discussion fraternelle entre militants communistes et autres militants, mais encore susciter par les militants du P.C.F. une utile réflexion sur les problèmes de leur classe, de leur Parti et de leur direction.

Zaisser-Gomez condamné pour n'avoir pas tiré sur les ouvriers

LES 22 et 23 janvier 1954, la 17<sup>e</sup> session du C.C. du Parti socialiste communiste d'Allemagne Orientale a exclu le camarade Zaisser, sur rapport Matern contre « une fraction hostile au Parti ». Zaisser était l'ancien ministre de la Sécurité d'Etat, il avait été exclu du C.C. le 26 juillet 1953 pour « défaitisme et fractionnisme ».

Il est évident que Zaisser est arrêté dans un état d'esprit et probablement condamné à mort.

BERLIN 1953

Défaitiste et fractionniste ? Comme toujours dans ces procès, la vérité est toute différente. Zaisser a été destitué et frappé pour n'avoir pas donné l'ordre à la police populaire de Berlin-Est, le 17 et 18 juin, de tirer sur les grévistes lors d'une manifestation ouvrière partie de la Stalinallee. On sait que les ouvriers du bâtiment avaient arrêté le travail en protestation contre les normes exagérées de travail qui leur étaient imposées. Leur manifestation s'était dirigée vers le siège du gouvernement où les ministres avaient été obligés de leur sans pouvoir prendre la parole. Devant une manifestation d'une telle ampleur, la police populaire a été surprise, beaucoup d'agents sympathiques aux manifestants n'ont rien fait pour les arrêter, aucun chef n'a donné l'ordre de tirer, conformément aux instructions reçues du ministre de la Sécurité d'Etat Zaisser. C'est à la suite de cela que les tanks soviétiques sont apparus, suivis de l'infanterie, sans pouvoir d'ailleurs disperser les ouvriers. Les ordres de tirer pour se dégager contre l'assaut des travailleurs allemands. Le commandement soviétique a tout naturellement saisi l'occasion pour « secréter » le gouvernement Grotzwohl, la situation difficile des troupes soviétiques ayant été due à la mollesse de la police allemande.

Zaisser a été immédiatement relevé de son poste en même temps que le ministre de la justice était destitué, la répression s'est développée, le

mouchardage a été intense et la police populaire complètement épurée. La solution d'une telle situation aurait dû être la révolution démocratique des causes de la manifestation ouvrière. Il est bien évident que contrairement à l'affirmation du gouvernement ce n'est pas des fascistes qui l'ont organisée ; les ouvriers berlinois ont une vieille tradition syndicale et socialiste, ils ont adopté la première fois un état d'esprit et une attitude d'indépendance du travail qui leur était demandée et qu'ils ne pouvaient pas accomplir. Le fait que des éléments fascistes ou nazis ont utilisé la manifestation n'empêche pas que celle-ci était justifiée. On n'a pas cherché pour quels motifs le ministre Heinrich Rau a dû disparaître de quelques minutes après son apparition au balcon car c'est lui le responsable.

UKRAINE 1918

Il est à cette occasion pour une autre raison : le retour dans le groupe de l'année, les Russes blancs qui administraient la ville étaient complètement débordés par l'ampleur des actions ouvrières et par une manifestation menée par les ouvriers. Les officiers blancs appeleront à leur secours le commandant du bataillon allemand, Zaisser ; celui-ci répondit qu'il n'avait pas le temps de répondre à leurs demandes n'avaient pas à intervenir dans les querelles intérieures russes et il appela ses soldats à ne pas tirer sur les travailleurs.

Pour un officier de l'armée du Kaiser, c'est beau. Naturellement sanctionné, relevé de son commandement et destitué, le populaire Zaisser est mort. C'est pour quoi en 1921 Zaisser était unanimement choisi comme commandant en chef de l'Armée Rouge de la Ruhr - 18000 ouvriers métallurgistes et mineurs y étaient en armes...)

ESPAGNE 1936

En 1936 Zaisser est envoyé en Espagne pour apporter ses connaissances militaires au gouvernement de la République assailli par la révolte de l'armée. C'est en août 1936, le 13<sup>e</sup> brigade mixte sous le nom de général Gomez (d'origine italienne) et de deux autres bataillons français sur trois et un groupe d'artillerie français. La brigade se comporta vaillamment pendant toute la campagne d'été. En janvier 1937, elle fut ensuite envoyée au front sud, vers Motril, pour arrêter une avance fasciste imprévue.

En 1936 Zaisser est envoyé en Espagne pour apporter ses connaissances militaires au gouvernement de la République assailli par la révolte de l'armée. C'est en août 1936, le 13<sup>e</sup> brigade mixte sous le nom de général Gomez (d'origine italienne) et de deux autres bataillons français sur trois et un groupe d'artillerie français. La brigade se comporta vaillamment pendant toute la campagne d'été. En janvier 1937, elle fut ensuite envoyée au front sud, vers Motril, pour arrêter une avance fasciste imprévue. En 1936 Zaisser est envoyé en Espagne pour apporter ses connaissances militaires au gouvernement de la République assailli par la révolte de l'armée. C'est en août 1936, le 13<sup>e</sup> brigade mixte sous le nom de général Gomez (d'origine italienne) et de deux autres bataillons français sur trois et un groupe d'artillerie français. La brigade se comporta vaillamment pendant toute la campagne d'été. En janvier 1937, elle fut ensuite envoyée au front sud, vers Motril, pour arrêter une avance fasciste imprévue.

Les élections algériennes

PERSONNE ne s'aviserait de comparer les résultats de élections en Algérie selon les normes classiques. La « démocratie » que l'impérialisme français distille à ses millions d'esclaves coloniaux a comme contenu, la fraude ouverte, des urnes truquées, des bulletins falsifiés, des listes truquées à l'extrême, etc. L'Algérie est profondément enracinée dans les mœurs des « civilisateurs » de la matraque, que le gouverneur général Naegelen, socialiste, un Léonard, est qu'on ne saurait en concevoir d'autres.

Le comique c'est que colons et administrateurs commencent à trouver que pour Vichy, qui n'ont pu avoir leur objectif principal « éliminer l'authentique représentation du peuple algérien, dans la mesure où le MTLD n'a présenté aucun candidat.

La fraude s'est retournée contre les fraudeurs qui s'accusent mutuellement de violer la liberté des élections. Ces « historiens du voleur vulgaire » pendant quelques heures peuvent être tirés d'un scrutin falsifié, car la combativité du peuple algérien a pu tout de même s'exprimer. Les MTLD ont obtenu de précieuses candidatures. Le peuple a transformé cette abstention en un véritable boycott. Dans les villes où l'administration ne nous laisse les élections se dérouler à peu près librement, par crainte des réactions du peuple on note

- à Maison Carrée 78 % d'abstentions
- à Fort de l'Est 86 %
- à Hussein Dey 93 %
- à Kouba 88 %
- à Champbaïn 82 %

Le Parti Communiste Algérien qui présentait la participation aux élections a été écarté dans le deuxième collège. Les Algériens ont boycotté... Le 1<sup>er</sup> collège de la « République Algérienne » présentée des candidats, s'est été élus. Il est possible d'indiquer, que dans la mesure où le MTLD n'a pas présentée de listes les candidats

servations sur l'état de fatigue de ses hommes. Il reçut l'ordre impératif de la mort sans profit pour personne, prendre fut dispersé. Il refusa en ces termes : envoyer mes hommes au combat dans l'état de fatigue extrême où ils sont, ayant à peine mangé, c'est les envoyer à jeun et sans pain un assassin. Je ne les enverrai pas à un massacre inutile. Zaisser fut aussitôt relevé de son commandement et fut réaffecté à un poste de commandant honoraire, dont les capacités militaires étaient presque nulles. Celui-ci convoqua tous les officiers et commissaires et fixa les dispositions de l'attaque. Lorsqu'arriva un quart d'heure plus tard l'ordre de monter à l'assaut, toutes ces compagnies sans exception, officiers en tête, refusèrent. Les hommes généraux ; quand on nous rendra à général Naegelen, nous irons au combat, mais lui nous ne bougerons pas. Et il fut impossible d'armer les soldats à se battre. La brigade fut ensuite dispersée dans les montagnes d'Algérie, mais la popularité du général Gomez, qui n'avait rien fait pour cela, fut considérable.

On voit le caractère de Zaisser. Un révolutionnaire et un brave homme. Il fut un des rares combattants allemands des brigades internationales qui essayèrent de comprendre le peuple espagnol.

LA LEGON

Il faut croire que Gomez-Zaisser n'avait pas tort puisqu'il fut nommé commandant de la base des brigades internationales au mois de juillet 1937. Il fut rapatrié en France au moment de la suppression de la base en avril 1938. Ce qu'on lui reproche, c'est qu'il a eu, en somme, la même attitude à Berlin le 17 juin, qu'en Espagne : toujours avec le peuple. En revanche, Rau, le bureaucrate du type « bureaucrate prussien » violemment dénoncé par Marx, lui, un populaire, est mort responsable du « plan » économique, est en réalité le responsable des manifestations des travailleurs d'Allemagne. Il faut croire que ses connaissances sont immenses puisqu'il avait été... le secrétaire général de l'Internationale paysanne : c'est somme toute un résultat énorme, par rapport à Heinrich Rau n'est pas frappé, bien au contraire, il est bien en cours.

La leçon dépassée l'Allemagne Zaisser est mort responsable de ceux, en 1918-19 ont aidé la jeune République des Soviets, c'est pour cela qu'il est coupable. Il a toujours été évident que sans Zaisser, tout ce grand international, l'Union Soviétique aurait eu d'immenses difficultés à tenir et, en tout cas, cela lui eût coûté beaucoup plus cher. Zaisser est mort responsable, il faut le faire disparaître. En somme, c'est l'application à l'Allemagne de ce qui a été fait dans toutes les républiques truquées au profit de ceux qui ont passé toute la guerre à Moscou. C'est une indication nette dont la leçon dépasse largement l'Allemagne.

Paul VASSOUR.

Circle Lénine

Prochaine réunion sur Internationalisme et mouvement de libération nationale des peuples colonisés. Les débats seront introduits par DANIEL GUERIN avec la participation de ROBERT CHERAMY JACQUES DANOS YVES DECHEZELLELS Vendredi 26 février, à 20 h. 30 SALLE M DU PALAIS DE LA MUTUALITE Rue Saint-Victor (V<sup>e</sup>) (Métro : Maubert-Mutualité)

Marty - Humanité

L'Humanité a perdu le propos que lui intentait André Marty, député de Paris, ancien secrétaire du Kopinrom, pour article d'actualité sur l'Humanité est tenu de passer la mise au point de Marty. Nous attendons celle-ci avec intérêt.

# Grèves tournantes en Angleterre

(De notre correspondant)

Londres, le 10 février

LES grèves de harcèlement engagées par les électriciens du bâtiment sur directive de leur syndicat ont cessé complètement cette semaine. La direction syndicale appelle maintenant les militants à déclencher des grèves tournantes dans chaque ville à tour de rôle.

Il y a quinze jours, les électriciens de Londres ont donc débrayé pour une semaine. La semaine dernière, ce furent 1.600 électriciens de Liverpool. Cette semaine, c'est au tour des 1.000 électriciens de Manchester de faire grève.

Le syndicat ne pourra plus cependant poursuivre longtemps pareille tactique sans subir complètement son influence. Sa direction stalinienne souhaite un compromis. Lundi et mardi derniers, l'organe du C.G.T., « Daily Worker », publiait les rendus des grèves de harcèlement déclarant : « A plusieurs reprises récemment le syndicat s'est déclaré prêt à rencontrer quiconque des organismes réguliers de conciliation ».

Voici plus d'un an que le syndicat a mis en avant sa revendication de salaires. Maintenant la direction demande une formule qui ramène aux organismes réguliers (!) de conciliation. Si les patrons lui jetaient une année, elle serait tout prêt à s'en remettre à la cour d'arbitrage pour tout le reste.

La chambre patronale de l'électricité, pourtant, dans sa résistance aux revendications ouvrières. Dans cette résistance, elle bénéficie sans nul doute du soutien de la classe capitaliste britannique. Elle agit ainsi que de son gouvernement. Les capitalistes britanniques savent parfaitement qu'il leur faut pratiquer une brèche en un point quelconque du front prolétarien pour pouvoir lancer leur offensive contre le niveau de vie des travailleurs britanniques. Une défaite des électriciens permettrait au patronat de tenir tête aux revendications de salaires des autres corporations.

La lutte des électriciens est suivie de très près aussi par les dirigeants syndicaux de droite. Ils espèrent bien que la tactique de leur direction syndicale stalinienne conduira les électriciens à la défaite. Une telle défaite, dans leur esprit, leur faciliterait la lutte contre les autres syndicats et abaisserait la combativité dans tous les secteurs de la classe ouvrière britannique.

Néanmoins, la direction des électriciens s'obstine dans sa tactique de grèves tournantes où elle s'épuise. Ceci en dépit de sa position très favorable pour mobiliser les ressources de la force du syndicat, de son patronat et pour obtenir l'appui des autres travailleurs. Ses militants sont combattifs. Ils sont prêts à accepter le sacrifice et de loyaute envers leur organisation, appliquant les directives de grèves de « harcèlement » malgré les critiques qu'elles leur inspirent et malgré les inégalités de sacrifices consentis qu'elles entraînent. La semaine de grève à Liverpool a culminé dans une manifestation où ont participé les électriciens aux ouvriers du bâtiment et aux métaux, qui montra que l'esprit de solidarité était présent dans de larges couches de travailleurs.

La direction du syndicat des électriciens a donc en mains tous les

atouts pour entraîner les travailleurs à porter un coup sérieux aux plans du capitalisme britannique. La hase aux soviétiques dans la presse a tenté de donner le signal contre eux à l'ensemble du mouvement. Seuls les ouvriers les plus arriérés et une fraction de la petite-bourgeoisie ont pris au sérieux la faible des journalistes bourgeois selon lesquels le Parti Communiste est l'instigateur de l'agitation parmi les électriciens. La classe russe des travailleurs se sent sollicitée de leur lutte, bien que nombre de militants critiquent la tactique de la direction et sentent qu'elle a perdu l'initiative dans cette bataille.

Mettre à tous l'importance de cette lutte et son enjeu qui n'est pas seulement de donner satisfaction aux électriciens mais de briser la stratégie patronale, voilà la tâche qu'une véritable direction communiste s'assignerait. Ceci impliquerait l'utilisation de l'ensemble des forces des travailleurs électriciens sous forme d'une grève à l'échelle nationale et d'une campagne soutenue pour organiser l'action de solidarité des autres travailleurs.

Le danger est que, en effritant les forces du syndicat par une politique de pression dosée sur le patronat, la direction stalinienne conduise les électriciens britanniques à la défaite.

John WHITE.

# Solidaires de la révolution bolivienne

(Suite de la première page.)

chent confusément; ce nouveau centre d'activité révolutionnaire bouleverserait les données de la situation mondiale.

Voilà pourquoi les travailleurs français ont une tâche de solidarité envers le mouvement ouvrier et paysan bolivien. Actuellement l'impérialisme américain, utilisant à son service les policiers hisses au pouvoir par les masses travailleuses le 9 avril 1952, tente d'écarter son principal ennemi: l'opposition ouvrière groupée autour du FOR trotskyste. Il ne fait ainsi que rendre plus clair le dilemme: ou la dictature policière des agents indigènes du grand capital yankee ou la dictature du prolétariat chassant l'impérialisme de ses positions, donnant les mines et les usines au peuple travailleur et la terre aux paysans indiens.

Engagés dans l'épreuve de force décisive avec l'impérialisme mondial coalisé, les révolutionnaires boliviens ont droit à la solidarité morale et matérielle des travailleurs de tous les pays. Le SPEL éditera prochainement une brochure popularisant l'héroïque combat mené par eux depuis des années. « Mais les camarades occidentaux ont-ils des moyens matériels pour engager victorieusement la lutte illégale à laquelle on veut les contraindre ».

Nous ouvrons donc dès maintenant parmi nos militants, amis, lecteurs, parmi tous les travailleurs internationalistes, notre campagne de solidarité envers la révolution bolivienne. Demandez et faites circuler nos listes de souscription, en expliquant autour de vous l'enjeu de la lutte en Bolivie. Que pour le 9 avril prochain les camarades boliviens puissent recevoir des travailleurs français une éclatante marque de sympathie !

# Après les manifestations espagnoles

UN assasin américain disait aux journalistes, parlant de sa victime: « Vous devriez me détester, il était sûrement communiste. »

Cynisme ? Non, un réaliste dans le genre de Franco, qui peut se vanter des atrocités les plus extravagantes, comme tout bon occidental.

A Tétouan, il feint de soutenir les aspirations nationales du peuple marocain. Les deux gangs colonialistes, français et espagnols, se disputent, au nom de la maîtrise du droit des peuples etc. Si des milliers de patriotes marocains n'étaient pas en prison, ce serait d'un comique irrésistible.

A Madrid, il organise des manifestations antibritanniques d'étudiants pour le retour de Gibraltar à l'Espagne. Mais les choses se gâtent. L'Espagne tout se passe conformément aux plans, et l'ambassadeur anglais, bien protégé par la partie de la police qui ne canalise pas la manifestation, se voit renverser dans l'ordre le lendemain. Il faut bien payer un peu les alliances par des concessions et « l'agitation dans l'ordre », la police, la presse et la radio que se retournent les manifestants ! Y a-t-il eu les éléments troubles de la manifestation ? Ont-ils participé au gouvernement ? C'est très possible, mais l'in-

manifestation, Franco a montré l'instabilité de son régime, qui n'est parvenu à maintenir jusqu'à présent que grâce à Hitler puis à Eisenhower.

Sans parler du lamentable état économique où se débat l'Espagne (le pouvoir d'achat de l'ouvrier espagnol est d'environ 40 % de ce qu'il était sous le régime républicain), la situation est plus confuse: d'une part, la classe ouvrière continue la lutte clandestine engagée depuis quinze ans et la répression est plus féroce que jamais. Mais les puissants du régime l'Eglise, l'Armée, les propriétaires, les industriels, la Phalange n'ont pas d'objectifs communs. La Phalange qui avait été l'artillerie du régime pendant de nombreuses années, n'a plus de force réelle (son récent congrès préfabriqué l'a montré de manière éclatante). Les industriels pensent que Franco est trop voyant encore pour obtenir une aide sans réticence des « démocraties occidentales ».

L'Eglise craint de voir l'influence de Washington effacer celle du Vatican. Franco se glisse à travers tous ces intérêts contradictoires en évitant de prendre parti. Il se contente de moins en moins de liberté de manœuvre et il songe à passer la main au prétendant monarchiste, qui aurait l'avantage de troubler l'unité de l'Eglise, l'Armée, l'Angleterre et les Etats-Unis.

Bien entendu, tous ces intérêts n'ont aucun rapport avec ceux du peuple espagnol, mais le Pentagone en a décidé ainsi. Les récentes manifestations et grèves des ouvriers espagnols peuvent fort bien démontrer son erreur.

C. CARTIER.

# A BERLIN

(Suite de la première page.)

Les peuples comprennent ainsi que nous nous rapportons avec eux à attendre des diplomates de Berlin; qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes pour conquérir la paix. Nous avons dit que le Comité général de l'A.O.I. 53, du renversement de la bourgeoisie. La voie de la paix, le peuple allemand s'y engagea en réjetant son camp réactionnaire. Cependant nous n'avons pas manqué d'utiliser les armes de défense contre la calomnie que nous donnait la justice bourgeoise. Ceci fut donc un acte de résistance de dommages-intérêts, qui n'ont été versés par « L'Humanité ».

Ce qui est sorti de la classe des calomnieux stalinien est une colle de vaillants combattants de la révolution bolivienne; voilà à mon avis un épisode qui comporte de hautes leçons morales, et dont j'ai voulu t'informer sans plus tarder.

Avec mes fraternelles salutations communistes

# Les ouvriers suisses luttent pour leur minimum vital

DANS le canton de Zurich, un projet de loi fixant un salaire minimum pour les ouvriers a été soumis au referendum populaire, a obtenu 59.97 voix contre 95.72, c'est-à-dire qu'il a certainement obtenu une majorité des voix ouvrières. Ce résultat est remarquable parce que tous les grands partis bourgeois, socialistes et stalinien « Parti du Travail » avaient mené une vigoureuse campagne contre ce projet, ont dénoncé vigoureusement les auteurs — le Sozialistische Arbeiter Bund — comme « communistes-trotskistes ».

# Du sommet à la base

(Suite de la première page.)

réunion de la C.A. du 4 février invite les fédérations et syndicats C.G.T. à engager des porteurs avec les organisations correspondantes des autres centrales. C'est bien, mais insuffisant. Car on ne voit pas pourquoi ce qui est correct pour le secrétaire syndical ou le Bureau d'une Fédération ne le serait pas pour un Bureau confédéral.

Tout retard dans ce domaine nuit à la bonne préparation de l'action envisagée par la C.G.T., car elle renforce l'orientation antipatriotique de Bottray. Frachon ne peut pas sans connaître l'utilisation, par les dirigeants de F.O., des arguments sur le caractère manœuvrier des propositions de l'Organisation des Comités paritaires ou à désorganiser leur centrale. Il n'y a pas d'autre méthode pour isoler les antipatriotes de F.O. que de proposer à la C.G.T. un congrès général la préparation en commun de la grève générale de 24 heures. Frachon pourrait alors démontrer:

« Vous dites que la C.G.T. est déloyale ? Voici le langage qu'elle vous tient, du sommet à la base, des Bureaux confédéraux aux Sections syndicales. Organisations des Comités paritaires ou chacune des organisations participantes aurait les mêmes droits et aussi les mêmes devoirs; que ces Comités paritaires soient les directions de l'action; qu'ils s'appuient sur le contrôle vivant des comités démocratiques d'unité d'action préparés par les comités de grève des impérialistes, mal camouflés sous leurs discours démocratiques. »

« Ce langage du bon sens ne serait peut-être pas compris par celui qui tenait Frachon en septembre 1951. C'est celui que les grévistes (postiers des bureaux-gares) ont rendu concret lors de leur grève de septembre 1951, quand ils ont forgé, dans l'action, et le Comité paritaire fédéral (C.G.T.-Autonomes) et les Comités de grève démocratiques. »

Henri Raynaud, dans « Le Peuple » du 1er février, indique que malgré ses succès la journée du 22 n'a pas empêché le parti communiste de la confusion des mois d'ordre d'action. C'est pourquoi la C.G.T., visant à unifier l'action, propose une grève générale de 24 heures. Henri Raynaud est condensé dans cette phrase.

E. Faure sait que la force de la pression ouvrière, l'unité d'action, constituent les prémisses d'un vaste Front populaire pour le progrès social. La liberté est le paix.

Et il suffit de lire l'un quelconque des numéros de « L'Humanité » pour s'apercevoir que ce « Front populaire » n'a plus rien de plus à droite. Dans le numéro du 1er février nous relevons une liste partielle de ces « bons Français »:

Le Président Herriot (qui en août 1953 s'est refusé à convoquer l'Assemblée, avec ses compères Laniel et Faure); Louis Vallon, R.P.F.; Louis Marin, ex-ministre de l'Intérieur; Desbailly, R.P.F.; Mme de Hauteclocque, R.P.F.; Michelet et Soustelle, R.P.F., etc.

Tous ces « bons Français » sont les soutiens de la politique antiouvrière du gouvernement, et, avec Bardoux, de la Banque d'Indochine, de farouches partisans de la politique de répression dans les colonies. A qui fera-t-on croire qu'un gouvernement avec ces gens-là, baptisé « gouvernement de Front populaire », serait un gouvernement capable de garantir la liberté et de paix ? Les défenseurs du capitalisme resteront au service du Front classe.

OUI, la classe ouvrière est assez forte pour obtenir un changement radical de l'orientation de la politique du pays, comme l'indique le P.C.F. Mais le changement auquel aspire la classe ouvrière n'est pas celui que s'assignent les dirigeants du P.C.F. Les travailleurs ne veulent pas d'un gouvernement avec ministres capitalistes. Ils veulent une politique ouvrière. Ils notent avec satisfaction que dirigeants socialistes et communistes sont à l'heure de la cessation de la guerre d'Indochine et la fin de la répression en Afrique du Nord. Ils constatent qu'avec la C.G.T. et F.O., le P.C.F. et le Parti Socialiste soutiennent leurs revendications de salaires. De plus, les travailleurs veulent la C.G.T. s'engager dans la préparation d'une grève générale de 24 heures et proposer, sous une forme qui ne saurait longtemps exclure les Bureaux confédéraux, le Front unique avec autres centrales.

Toutes ces mesures positives doivent s'ordonner sur l'objectif réel de la grève générale: à bas le gouvernement capitaliste !

Pour un gouvernement des partis ouvriers et des syndicats !

P.S. — Nous prenons connaissance de la lettre que nous mettons sous presse des propositions d'unité d'action adressées par la C.G.T. au Comité Confédéral de la C.F.T.E.

Nous saluons ici cette heureuse initiative.

Le gérant: Fontanel.

Société Parisienne d'Imprimeries 4, rue Saunier. — PARIS XV

# LES APPAS DE LA GUERRE EN URSS. Grève des déportés à Vorkhuta

DANS le cadre des mesures de « détente » préparatoires à la Conférence de Berlin, un certain nombre de civils allemands déportés en URSS furent rapatriés, parmi lesquels la journaliste Brigitte Gerland; celle-ci, arrêtée en 1946 dans le secteur russe de Berlin pour avoir collaboré à la presse de l'Ouest, passa 7 ans à Vorkhuta, le principal centre charbonnier sibérien, situé au delà du cercle polaire, où vivent, répartis en 60 camps, environ 500.000 travailleurs forcés répartis du NKVD; elle vient de publier, dans la presse mondiale des informations au plus haut intérêt.

D'après Brigitte Gerland, ils se répartissent en trois groupes principaux. Des paysans ukrainiens constituent l'un de ces groupes; il prirent le maquis en 1939, lors du partage de la Pologne, combattirent successivement les NKVD, les russes, puis les forces hitlériennes, puis de nouveau les troupes des NKVD. Déportés, sans formation politique ou intellectuelle, ils étaient les moins préparés à une résistance quelconque dans les conditions du camp.

Le second groupe est constitué par les « croyants » (« Veruchtsi »), condamnés pour « agitation religieuse »; ces propagandistes de l'Evangile, appartenant à diverses sectes religieuses, constituent des mouvements clandestins qui survivent en URSS malgré la répression, et se nourrissent de la renaissance des illusions religieuses, inévitables sous un régime d'oppression totalitaire.

Le troisième groupe enfin, est celui des intellectuels, étudiants de Moscou, Leningrad, Kiev, ou Odessa, et est le foyer d'une vie politique particulièrement intense; parmi eux méritent une mention spéciale les « enfants de la génération de 1937 », fils des vieux bolchéviques que Staline assassina par milliers lors de la grande épreuve. Leurs enfants, élevés dans des institutions d'Etat, parvenus après mille difficultés jusqu'à l'université, se retrouvèrent finalement dans les camps où ils se réjouissaient d'être enfin libres d'échanger sans contrainte leurs idées, et d'élaborer une ligne politique commune.

Leur programme se revendique de la « pure doctrine de Lénine »; reniant le régime de l'oligarchie stalinienne, ils ne sont nullement attirés par le démocratie parlementaire capitaliste; selon leur expression, ils ne se laissent pas schématiser par des autours et des slogans. Ils ont pour eux une société socialiste dans laquelle la liberté spirituelle aurait sa place, grâce à la décentralisation de l'Etat, le pouvoir appartenant à des organismes collectifs d'ouvriers et de paysans dont ils voient le modèle, conformément à l'enseignement de Lénine dans « L'Etat et la Révolution », dans la Commune de Paris — à défaut des soviets démocratiques de 1917, dont ils ignorent évidemment l'histoire véritable.

Un de leurs groupes avait été actif à Moscou de 1943 à 1950, organisant des petits groupes de discussion, diffusant des tracts, jusqu'à ce que le NKVD parvint à en arrêter plusieurs centaines, qui furent condamnés au travail forcé après un dramatique procès secret.

A partir de 1943, les condamnés politiques furent séparés des condamnés de droit commun, et isolés dans des camps spéciaux, où ils furent soumis à un isolement et à une surveillance accrue. Cette concentration des détenus politiques favorisa naturellement leur développement idéologique, et la nais-

sance de mouvements de résistance. La modification des conditions matérielles y aida également; en 1948, la situation alimentaire de l'URSS s'étant considérablement améliorée, un ordre spécial porta la ration quotidienne de pain dans les camps de 400 à 800 grs, et la viande, le poisson, la margarine y firent leur apparition. Il devint dès lors possible de vivre dans les camps de travail silencieux, et plus facilement qu'au moment où les conditions de travail effroyables, à débayer la neige ou à charrier les briques par — 40° dans la nuit polaire, 12 ou 14 heures sur 24.

Ayant conclu un accord avec les « croyants », les étudiants entreprirent la conquête des postes de l'administration intérieure du camp, conquête facilitée par le respect qu'éprouvaient pour leur culture supérieure les policiers demilitarisés placés par le ministère de la sécurité d'Etat à la tête des camps. Ils se réservèrent particulièrement les postes de « brigadiers », détenus qui organisaient à l'extérieur du camp le travail de leur « brigade ». Grâce à leur aptitude à tenir toujours les papiers en règle, de telle sorte que les normes du plan parussent remplies à 100 %, ils parvinrent ainsi à améliorer peu à peu les conditions de travail. Si bien qu'à partir de 1950, la désignation, à Vorkhuta, fit place à l'espoir et à la combativité, les organisations clandestines se multiplièrent au sein des camps.

La mort de Staline éveilla de grands espoirs; mais rien ne change. L'amnésie toucha uniquement les condamnés de droit commun, comme le déclara le général Desnawko, commandant tous les camps de la tête des camps. Les millions de « criminelles politiques » ne seront pas relâchés, car ils constituent un danger trop grand pour la sécurité de l'Etat. La chute de Béria éveilla de nouveaux espoirs, qui s'avèrent également vains.

Ainsi l'idée d'une grève, agitée depuis longtemps dans les conciliabules clandestins, commença à prendre corps. Le groupe des « intellectuels » et celui des « croyants » y étaient actifs. Celui des Ukrainiens restait réticent, lorsque, en juillet 1953, un jeune ukrainien tua un mouchard notoire. Par application de la « loi contre la terreur dans les camps » il fut condamné à mort et exécuté dans les 48 heures. Aussitôt, 680 Ukrainiens cessèrent le travail; les étudiants organisèrent en huité des comités de grève, des piquets de grève, et diffusèrent des milliers de tracts recopiés à la main. Les grévistes réclamèrent la libération de tous les détenus sans distinction, prêts à rester 5 ans de plus sur le lieu de travail, mais comme travailleurs libres.

Le 20 juillet 1953, les 7.000 détenus de la première fosse avaient cessé le travail. Le 23 juillet, 25 fosses étaient en grève; le 25, toutes les 50, soit 200.000 détenus, la moitié de la population de Vorkhuta.

De hauts fonctionnaires du NKVD arrivèrent de Moscou par avion; ils promirent d'abord des concessions diverses, la permission d'écrire 2 fois par mois au lieu de 1 fois par mois, le droit de recevoir une visite, etc. Mais la grève continuant, ils eurent recours à la force; le 1er août 1953, 120 dirigeants de la grève furent tués. Mais la grève se poursuivait, et était encore dans toute sa force quand l'auteur quitta Vorkhuta, le 4 août. De la gare, où arrivaient des transports militaires en renfort, Brigitte Gerland put voir une inscription en gigantesques caractères rouges: Liberté !

